

## L'instrumentalisation de jeunes militants de partis politiques inquiète au Burundi

PANA, 06 septembre 2013 Bujumbura, Burundi - L'instrumentalisation de jeunes militants de partis politiques commence à prendre une tournure inquiétante dans l'opinion, sur fond d'enjeux électoraux de 2015 au Burundi. Beaucoup plus que les leaders ou les associations à caractère politique, ce sont plutôt les organisations de jeunes aux noms évocateurs, affiliées aux partis, qui occupent de plus en plus le devant de la scène politique nationale et défraient au quotidien ces derniers temps la chronique des médias, suite aux accrochages et aux dérapages allant jusqu'à la réglementation de la vie publique et aux patrouilles nocturnes de sécurité.

Le Conseil national pour la défense de la démocratie/Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD, au pouvoir) a la jeunesse la plus décriée ces derniers temps des "Imbonerakure" (Ceux qui voient loin, en langue nationale, le kirundi). On montre également les biceps du chef des Forces nationales de libération (FNL, ex-rébellion, actuellement dans l'opposition radicale) avec les "Ivyuma vy'indege" (Pièces de rechange pour avion, toujours en langue nationale). L'unité pour le progrès national (UPRONA, ex-parti unique) compte, quant à elle, sur la "Jeunesse révolutionnaire Rwagasore" (JRR, du nom du héros de l'indépendance nationale) en cas de provocation. Le Front pour la démocratie au Burundi (FRODEBU, principal parti d'opposition) mise sur la force des "Intakangwa" (Ceux qui n'ont peur de rien) qui se tiennent prêts à en découdre avec ceux du parti au pouvoir. "Nos jeunes vont désormais répondre au coup pour coup", a avisé, jeudi, sur les antennes d'une radio indépendante, le président actuel du FRODEBU, Léonce Ngendakumana. Le président des jeunes affiliés au parti au pouvoir, Denis Karera, a également multiplié ces derniers jours des déclarations d'apaisement, en invitant les jeunes de tous les partis au calme et au respect de la loi. Dans le cas contraire, "chaque jeune répondra individuellement devant la loi", a-t-il souligné, en substance. De l'avis du ministre de l'Intérieur, Edouard Nduwimana, "tous les citoyens sont redevables de la sauvegarde de la sécurité" dans leur milieu de vie, y compris les jeunes du parti au pouvoir. Face à cette situation, l'opinion retient son souffle autant plus que la jeunesse a de fréquents incidents pour avoir été utilisée à outrance et produit d'énormes dégâts humains et matériels lors des années de guerre civile consécutive au coup d'Etat militaire de 1993 contre le premier président élu de l'ère démocratique au Burundi, Melchior Ndadaye. La jeunesse avait encore pris une part active dans les violences post-électorales qui sont survenues au lendemain des dernières consultations populaires de 2010.